« Chez les jeunes diplomates, la carte mentale de l'occidentalisme prédomine au-delà du clivage gauche-droite »

Dans le cadre de la Prépa Sciences Po, nous avons eu la chance de recevoir Christian LEQUESNE le temps d'une interview donnée au lycée. Professeur à Sciences Po Paris, spécialisé dans les relations internationales et très récent auteur de Ethnographie du Quai d'Orsay (CNRS éditions 2017). Ce livre nous plonge au cœur du Ministère des Affaires Étrangères pour nous en expliquer le fonctionnement et est un travail remarquable de précision et d'observation du rôle du diplomate dans son univers quotidien, aussi bien à Paris qu'en mission dans les ambassades à l'étranger.

LF-On dit que, dans la Ve République, la politique étrangère est le domaine réservé du président. Les diplomates ont-ils donc un rôle réel dans la politique étrangère de la France ?

CL-En effet, il y a une particularité dans le traitement de la politique étrangère et de défense qui sont, depuis la constitution de la Ve République, des politiques coordonnées dans les grandes lignes par l'Élysée. Ces pouvoirs font du président français un président différent de celui de l'Italie ou de l'Allemagne. Cela crée pour le ministre des affaires étrangères, comme pour les diplomates, une forme de dépendance à l'Élysée qui est accentuée par le fait que la nomination pour les hauts postes au Quai d'Orsay se fait en concertation avec le président de la République. Enfin, on voit apparaître dans de nombreux pays la diplomatie au « sommet » qui est une diplomatie regroupant les chefs d'État eux-mêmes comme le G8, le G20 ou encore le Conseil Européen qui ont tendance à écarter les diplomates en faveur du président et de son entourage. Cependant, la cellule diplomatique qui conseille le président en termes de politique étrangère, autrefois composée de trois diplomates sous Valéry Giscard d'Estaing, en compte maintenant vingt. De plus, il est nécessaire d'avoir une représentation de la France à l'étranger. Ce rôle est donc tenu par les diplomates.

LF-Quel est le vrai rôle des diplomates s'ils ne font pas vraiment de la politique étrangère ?

CL-Il est nécessaire d'avoir des personnes qui acceptent de représenter la France dans des postes diplomatiques consulaires à l'étranger, la France a un très grand réseau composé de plus de 160 ambassades et 92 postes consulaires généraux.
De plus, il faut des personnes qualifiées qui préparent des dossiers pour tous ces négociateurs au plus haut niveau. Cependant, ce serait une erreur de penser que les diplomates fabriquent seuls la politique étrangère. Les décisions prises pour les affaires les plus sensibles restent quand même l'affaire des responsables politiques de l'exécutif et donc de l'entourage du président.

LF-Cette dépendance au pouvoir exécutif est-elle une spécificité de la France ?

CL-Non, ce n'est pas une spécificité de la France. Il y a peut-être des pays où les diplomates ont une autonomie plus importante par rapport aux politiques. C'est le cas de la Belgique qui n'a pas un pouvoir central très fort.
Cependant, en France, il y a une tradition, qui est le résultat d'une longue histoire d'un pouvoir exécutif fort. Donc, quand il s'agit de savoir s'il faut envoyer des troupes au Mali pour essayer de contenir des djihâdistes, ce n'est pas une décision que les diplomates prennent seuls. C'est une décision qui remonte jusqu'au Président de la République. Mais, lui, s'entoure, bien sûr du Conseil des Diplomates, au même titre d'ailleurs qu'il s'entoure du Conseil des Militaires.

LF-Comment expliquez-vous que le ministre des affaires étrangères ne soit jamais un diplomate ?

CL-Cela a pu arriver dans l'histoire de la Vème République : Jean François-Poncet, ministre sous Giscard d'Estaing, Claude Cheysson, ministre sous François Mitterrand, Dominique de Villepin sous Jacques Chirac. Ils étaient tous des diplomates, cependant, ils n'ont pas été forcément choisis grâce à leur expérience mais plutôt car ils étaient aussi de bons hommes politiques.
La composition d'un gouvernement ne repose pas tant sur l'expertise technique que sur l'équilibre au sein des familles politiques, et sont donc pris avant tout des femmes et des hommes politiques.
De ce fait, la plupart des ministres des affaires étrangères n'avaient pas vraiment d'expérience de ce domaine avant de le devenir… mais finalement comme la plupart des ministres de la santé n'ont pas non plus d'expérience de la médecine. Dans le fond, on est encore dans un schéma où le poste ministériel n'est pas considéré comme relevant de l'expertise pure.

LF-Mais ne pensez-vous pas que l'on devrait nommer des experts plutôt que des politiciens ?

CL-Je ne suis pas très favorable au fait de mettre des experts partout. C'était un peu la tendance des années 90 avec l'hyper-rationalisation où on se disait que tout était une question de compétence. Faire de la politique, ce n'est pas seulement traiter des sujets sur le fond, c'est savoir convaincre, communiquer, et faire comprendre aux gens ce que l'on fait. Et ça, c'est la fonction d'hommes et de femmes politiques. J'aurais donc tendance à dire qu'il y a un métier et des talents politiques.
C'est une chose de connaitre les dossiers de politique étrangère, c'en est une autre de faire un discours devant des chefs d'entreprises pour essayer les convaincre.

LF-Dans votre livre, vous avez parlé de la carrière royale qui est la carrière rêvée pour un diplomate. Aujourd'hui, il existe deux concours : celui de l'ENA et celui des Langues O pour entrer au Quai d'Orsay. Quel est le mieux adapté, selon vous, pour accéder à cette carrière royale ?

CL-J'essaie justement d'analyser ça dans le livre. Je pense qu'autrefois, les diplomates étant passés par le concours l'ENA avaient plus facilement accès à un poste prestigieux comme diplomate à Berlin, Washington ou encore la représentation permanente à l'ONU. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et vous avez des diplomates au concours d'Orient qui font des très belles carrières qui jadis étaient réservées au énarques. Je dirais cependant qu'il y a plus de risques à faire l'ENA pour la raison suivante : si vous réussissez le concours Langues O, vous êtes sûr que vous serez diplomate. Alors que si vous réussissez le concours l'ENA, votre ministère d'affectation dépendra de votre rang de sortie donc si vous n'êtes pas assez bien classé pour le ministère des affaires étrangères, vous irez ailleurs (ministère de la culture, des affaires sociales…) Donc en faisant le concours de l'ENA, on n'est jamais sûr d'arriver à un poste de diplomate.

LF-Dans votre livre toujours, vous utilisez le terme de carte mentale et dites qu'il en existe deux : celle de l'indépendance et du rang, et l'occidentale, celle de « l'Occident ». Y en a-t-il une qui correspond plus aux valeurs de la droite et l'autre à celles de la gauche ?

CL-Tout d'abord, je prends un risque scientifique en introduisant cette notion de carte mentale. Effectivement, j'assume le fait qu'il y a des représentations collectives et que le diplomate, comme le fonctionnaire en général, ne travaillerait pas simplement en fonction de sa rationalité mais aussi en fonction d'un certain nombre de croyances qu'il aurait par son éducation, sa socialisation… Je distingue en effet deux cartes mentales : celles de l'indépendance, qui est un héritage de la croyance du général de Gaulle sur le rôle de la France du point de vue de la politique internationale. Cette première conception repose sur l'idée que la France doit systématiquement marquer sa différence par

rapport aux USA, qu'elle doit avoir une relation privilégiée avec les pays de l'Afrique francophone, mettre en avant la francophonie et avoir une politique active au niveau du monde arabe.
La deuxième vision, plus occidentaliste, est l'idée qu'il faut se libérer de ce démarquage systématique des États-Unis car la France est un pays du camp occidental « normal ». Il faut également croire aux les alliances et surtout celles de sécurité comme l'OTAN. Enfin, il est indispensable de considérer que l'Occident ne se définit pas seulement par des intérêts communs mais aussi par un certain nombre de valeurs que l'on doit défendre dans le monde comme les droits de l'Homme, la démocratie libérale…
Si on observe le débat politique en France, dans aussi bien le monde intellectuel que celui politique, vous voyez que ces deux cartes sont en débat. Mais celui-ci ne rejoint absolument pas celui entre la gauche et la droite. Les gaullistes traditionnels et les socialistes comme Hubert Védrine partageaient la même conception de l'indépendance et du rang.
Plus récemment, des diplomates prônant la carte de l'occidentalisme ont été amenés à occuper des postes importants sous la présidence de Nicolas Sarkozy et cela a été confirmé lors du mandat de François Hollande. Ici encore on ne voit pas de différence entre la gauche et la droite.
Cette différence est plutôt générationnelle. Pour les diplomates qui ont effectué leur carrière jusque dans années 90, la carte mentale de l'indépendance est très présente alors que chez les jeunes c'est plutôt celle de l'occidentalisme qui prédomine. Cela correspond à l'époque d'après-guerre froide avec un rapport nouveau avec les États-Unis. En effet, l'anti-américanisme qui a été très fort dans la société française jusque dans les années 80 a baissé à partir des années 90 chez les élites, et les diplomates n'échappent pas à ce mouvement.

LF-Intéressons-nous maintenant à la politique étrangère et donc inévitablement aux Etats-Unis. Dans votre récent entretien accordé au *Monde* en janvier vous étiez prudent par rapport à Trump. L'êtes-vous toujours après ses derniers décrets en politique étrangère ?

CL-Il est difficile de tirer des conclusions définitives après quelques semaines au pouvoir car nous sommes encore dans une « période d'essai ». Je sens cependant une certaine surprise chez les analystes. Beaucoup d'entre eux pensaient qu'une fois investi de la fonction, il allait « se calmer » grâce à la présence d'un appareil institutionnel, de conseillers, d'une administration autour de lui. Cependant, il a quand même fait un discours disant que l'Europe est en train de se désintégrer et que le Brexit est un processus qui ne fait qu'amorcer la fin de cette expérience européenne. Ensuite, il a pris ce décret interdisant un certains nombres de nationalités de venir sur le territoire américain, y compris des pays qui ne sont pas du tout en guerre comme l'Iran avec lequel les États-Unis ont entamé un processus de normalisation assez poussé.
On se demande donc si le président va rester sur la même ligne que le candidat et si le dirigeant de la plus grande puissance mondiale peut se permettre de continuer comme ça sans encourir de sanctions de la part de son propre peuple ou de ses représentants.

LF-Pensez-vous que tout cela va jouer en défaveur de la « carte occidentale » ?

CL-En effet, ceux qui croient en la carte occidentale croient beaucoup en l'OTAN. Trump dit cependant régulièrement qu'il faut réduire le poids de la contribution américaine à la sécurité de l'Europe. Il est évident qu'il a des tendances isolationnistes qui vont contre les attentes des occidentalistes, son mandat étant basée sur « America first ».

LF-Croyez-vous que le Brexit va mettre fin au rapprochement entre l'Angleterre et la France durant le dernier siècle ?

CL-La relation actuelle entre la France et l'Angleterre est compliquée en grande partie à cause du récent discours de Theresa May en faveur d'un Brexit dur. Personne ne sait vraiment, à Paris comme à Berlin, quelles seront les conditions réelles de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union

européenne. La seule certitude est que que le marché intérieur ne pourra pas être accepté à la carte par Londres. Cela veut dire que si les Anglais veulent le marché intérieur, ils devront accepter les quatre libertés, y compris la libre circulation des personnes. Dans tous les cas Mme May a affirmé qu'elle invoquerait, le 9 mars prochain, l'article 50 du traité de l'Union européenne, organisant ainsi la sortie formelle de l'Union et marquant le début des négociations entre la Grande Bretagne et les 27. Ces négociations sont également liées à l'issue des élections présidentielles françaises, où l'on a, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, des jeux aussi ouverts. Cela peut avoir des conséquences sur les relations avec Londres comme ça peut en avoir sur la relation avec les autres partenaires européens. Il y a donc un lien entre la politique intérieure et extérieure.

LF-L'élection présidentielle française se tiendra en avril-mai prochain. Que pensez-vous qu'il va se passer ?

CL-Tout d'abord, vous avez bien vu qu'il y a une crise des partis traditionnels. Cela se passe aussi bien droite qu'à gauche et n'est pas une spécificité de la France. Dans pratiquement toutes les démocraties aujourd'hui, les citoyens ont moins confiance dans les partis politiques. En France, les deux principaux partis traditionnels ont organisé des primaires qui ont envoyé à la présidentielle, dans les deux cas, des candidats qui ne sont pas « centristes » mais plutôt marqués à gauche ou à droite. Cela aurait été différent si M. Valls et M. Juppé avaient été désignés. Ce n'est pas le cas : MM. Hamon et Fillon incarnent vraiment les deux partis qu'ils représentent. De plus, nous pouvons observer la montée d'un troisième parti qui est en train de monter dans les sondages mais aussi de se normaliser : le Front National. En effet, cette différence de stratégie entre Marine Le Pen et son père qui consiste en la normalisation marche. Il a tout d'abord attiré les classes populaires (ouvriers, petits employés) pour maintenant recevoir des transferts massifs de voix venant notamment de la gauche. Enfin, un quatrième candidat s'affirme dans les sondages : Emmanuel Macron. C'est une première dans l'Histoire de la Ve République qu'un candidat se présente sans l'appui d'un parti. Toute la question est de savoir s'il incarne la modernité politique.
Pour l'instant, on peut dire peu de choses sur l'issue des élections sauf que beaucoup d'analystes pensent que Marine Le Pen sera présente au second tour. Contre qui, cela est très difficile à dire. Si ce n'est pas contre Macron ce sera sûrement Fillon ou son remplaçant à cause des récentes affaires le concernant. Ici se pose la question du report de l'autre camp. N'étant pas des candidats centristes, cela sera plus difficile pour les électeurs de gauche de voter à droite si Marine Le Pen passe le premier tour. Cependant, ma conviction est que Marine Le Pen ne sera pas élue… mais je croyais également que Trump ne passerait pas !

Propos recueillis par Lena FAUCHER (1S1), jeudi 2 février 2017 à Fontainebleau.